

ASSOCIATION DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES COMMUNAUTÉS DE FRANCE

Compte Rendu du Bureau élargi

Mercredi 18 Novembre 2015

Maison des Territoires – 22 rue Joubert - Paris

Membres présents : Marie-Noëlle ANDURU, Laurence ANGLEYS, Emmanuelle CHAMBARD, Thierry COT, Jean-François DAUVERGNE, Marie-Agnès DUCROT, Pascal FORTOUL, Sarah GAGNARD, Dominique GARNIER, David LE BRAS, Georges PAUCHARD, Katia PAULIN, Frédéric PIN, Martine POIROT, Thibault RUFAS, Antoine VALBON, Jean-Paul VOGEL, Jean-Marc ROSIGNI, Philippe ANDLAUER (représentant de l'ADPNR).

Malgré les tragiques événements du 13 novembre 2015, le bureau élargi de l'ADGCF a été maintenu. P. Fortoul remercie les membres présents. Il rend hommage aux victimes des attentats et adresse à tous un message de solidarité.

Ordre du jour :

- **Bilan des temps régionaux (suite à la convention de Tours)**
- **Universités d'Été 2016 : choix de la thématique**
- **Présentation de l'étude sur l'usage des diagnostics territoriaux par le CGET**
- **Questions diverses :**
 - ETS 2015 (2 et 3 décembre à Lyon)
 - Planning des réunions 2016

Bilan des temps régionaux

Un tour de table est effectué au cours duquel les représentants des régions ALPC / Bourgogne Franche Comté / ALCA / Ile de France / Languedoc Pyrénées / Rhône Auvergne sont invités à s'exprimer.

Déclinés à l'échelle des 13 futures régions, les rendez-vous régionaux organisés lors de la convention nationale de Tours auront permis aux élus et cadres des communautés d'une même région, d'échanger sur la relation à développer entre région et intercommunalités ainsi que sur le processus de structuration régionale menée par les deux associations AdCF / ADGCF.

A cette occasion, a pu être constatée une diversité de situations, avec une structuration plus avancée dans certaines régions (notamment à périmètre inchangé).

Des élus référents sont d'ores et déjà identifiés dans certains territoires ; en cours de désignation dans d'autres.

L'objectif de l'AdCF est que les communautés soient organisées dès le début 2016, afin d'être en mesure de rencontrer les exécutifs des régions. L'appui technique de l'ADGCF est fortement attendu sur ce point.

Toutefois, la période électorale et les enjeux politiques qui en découlent, ne facilitent pas toujours la mise en œuvre des réseaux régionaux.

Pour autant, P. Fortoul met l'accent sur la volonté affichée de l'ADGCF de renforcer le dispositif de ses délégations afin de le constituer comme support et promoteur de l'action régionale.

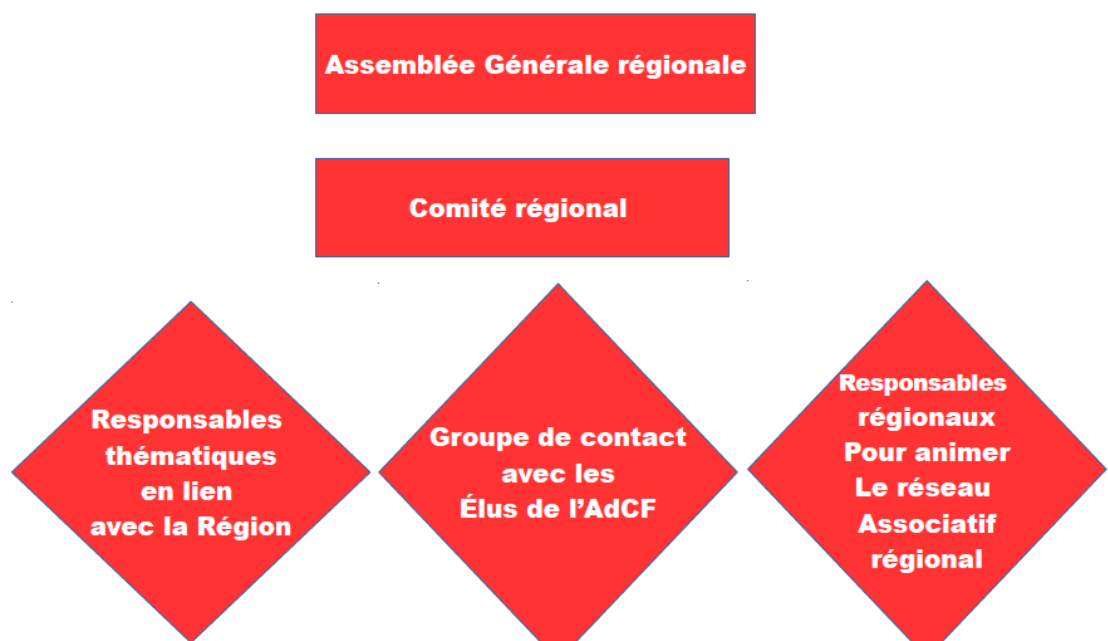
L'enjeu est de parvenir rapidement à la mise en place d'une organisation permettant d'engager un dialogue avec les cadres régionaux et de donner corps à l'axe Régions – Intercommunalités.

Des rencontres se sont d'ores et déjà déroulées (étape francilienne du Tour de France ; Nord Pas de Calais Picardie) avec un débat centré sur la relation avec la Région.

D'autres sont programmées (en Bourgogne Franche Comté ; Rhône Alpes ; Aquitaine, Lorraine..) au cours desquelles sera évoquée l'organisation régionale.

Sans arrêter un modèle unique, il apparaît nécessaire de proposer aux délégués régionaux un support d'organisation, avec la possibilité d'y associer d'autres réseaux ou acteurs du développement local tel que les représentants des PNR.

P. Fortoul présente aux membres du bureau la structuration envisagée en Région Rhône-Alpes/Auvergne et retranscrite ci après :



Un travail en commun sur l'organisation régionale est à mener entre techniciens de l'AdCF et de l'ADGCF.

Le Tour de France 2016 de l'ADGCF, structuré autour d'une rencontre entre les nouvelles directions générales des Régions et les commissions régionales de l'ADGCF, pourrait servir de préparation aux réunions politiques que l'AdCF entend conduire en 2016.

Universités d'Été 2015 : choix de la thématique

F. Pin fait part aux membres du bureau des premières réflexions menées en collaboration avec P. Fortoul, JP Vogel et D. Le Bras sur la thématique à retenir pour les prochaines Universités d'Été.

Deux thèmes sont soumis à l'avis du bureau, sachant que d'autres pistes peuvent être explorées :

- le 1^{er} plus institutionnel, axé sur les nouveaux modèles de gouvernance des territoires, qui interrogent les processus de décisions dans ce champ nouveau de contractualisation avec les Régions, de Métropolisation... ; qui interrogent les logiques d'intégration, de coopération ; le sens des politiques publiques ; l'évolution de nos métiers *-comment on pilote des organisations mutualisées?-...*

- le 2nd plus conceptuel, sur la Sobriété. Qu'est-ce qu'une politique publique « sobre » ? *celle qui s'inscrit dans une logique de gestion et d'économie ? celle qui s'intègre dans un cadre plus général de développement durable, de transition énergétique ?...qui donne un sens nouveau à l'action publique ;* Qu'est-ce qu'un « management sobre » ?

Le débat est ouvert et les avis sont partagés.

Si le premier thème, plus centré sur l'actualité et les besoins en termes d'organisation, de coopération, de « cohésion » territoriale, apparaît en ce sens plus fédérateur, le second, plus conceptuel, s'inscrit parfaitement dans le champ des Universités d'Eté, lieu de débat prospectif, qui permet de prendre de la hauteur et d'avoir un éclairage différent, en se donnant le temps de la réflexion.

L'idée est émise de soumettre une proposition aux adhérents via la plateforme collaborative.

In fine, au vu de la teneur des débats, un sujet synthétisant les deux thématiques sera défini et présenté plus en détail lors du prochain bureau du 21 janvier qui validera définitivement la thématique.

Souhaitant favoriser l'innovation et explorer de nouveaux modes d'animation, notamment dans le cadre des ateliers du jeudi après-midi, il est proposé de recourir aux services du CNFPT, *avec qui un travail collaboratif fructueux a déjà été mené pour développer le bouquet de ressources « dynamiques intercommunales » actuellement en ligne.*

Les membres du bureau intéressés pour travailler sur le sujet sont invités à se manifester auprès de F. Pin. T. Ruffas, D. Garnier, T. Cot, E. Chambard participeront au groupe de travail qui sera institué.

La collaboration lors des Universités d'Eté, avec les élèves administrateurs de l'INET est poursuivie.

Présentation de l'étude sur l'usage des diagnostics territoriaux, commanditée par le CGET, en partenariat avec l'ADGCF et réalisée par les Universités de Poitiers et Grenoble.

Un partenariat a été développé avec le CGET, les Universités de Grenoble et Poitiers pour analyser le « sens » des diagnostics de territoire et leur usage par les Intercommunalités et leur possible évolution.

A été constitué un corpus de connaissances au sein des agglomérations d'Annecy, Chambéry, Grenoble, Limoges, Poitiers, Niort et avec qui, une discussion sur les premiers résultats a été engagée.

Un questionnaire électronique a été diffusé à l'ensemble des DG d'intercommunalité *(taux de réponse très faible de 10% ; une relance sera effectuée).*

Un travail d'enquête en région Rhône Alpes, avec notamment l'association Aradel, est actuellement mené ainsi qu'auprès d'organismes qui d'emblée, s'affranchissent de tout diagnostic.

La publication de l'étude qui est en cours, est prévue au printemps 2016.

- **Présentation de l'étude par Emmanuel Roux (Université de Grenoble) et Dominique Royoux (Université de Poitiers)**

Raisons du recours à un diagnostic ; à quel rythme ? ; son utilité ; ses qualités, limites ; ses fonctionnalités ; le diagnostic : demain ? Un monde sans diagnostic ?

P. Fortoul remercie les intervenants pour leur présentation qui suscite le débat, autour de questions clés :
A quoi servent encore les diagnostics ? Quels sont les liens entre la production de la connaissance et la conduite de l'action ? Quelles sont les possibles évolutions de cet outil, demain ?

Différents points sont abordés :

- Le besoin d'évaluation de la demande sociale avant d'engager l'action publique,
 - Le fait que 50% des diagnostics soient portés par obligation, liés à des causes externes à la collectivité, aux évolutions législatives, institutionnelles...
 - La question de l'actualisation des données et la nécessité d'explorer de nouveaux modes opératoires,
 - L'absence de dispositif d'évaluation qui fait défaut, pour être en capacité de faire évoluer les diagnostics et d'avoir des éléments factuels de suivi,
 - La question de l'externalisation du diagnostic (*document chronophage / besoin d'expertise, regard extérieur*) et de l'internalisation (*appropriation des connaissances ; participation à la réflexion stratégique*) à conjuguer,
 - Les différentes typologies de diagnostics qui recouvrent de multiples réalités et l'ambiguïté relevée sur la dimension polysémique du terme,
 - L'intérêt à porter sur les seuls 10% de diagnostics réellement choisis et maîtrisés, susceptibles de nourrir au mieux la pensée,
 - La possibilité offerte de se saisir de toute forme de diagnostic, de dépasser l'usage de la donnée quantitative et statistique et de favoriser l'expression qualitative de l'ensemble des acteurs, afin d'être en capacité de faire des préconisations, de définir une stratégie pour servir l'intelligence territoriale,
 - La très faible appropriation politique des diagnostics, jugés peu « digestes », peu suivis d'effet,
 - La « justesse » de certains diagnostics,
 - Le diagnostic « alibi » destiné à légitimer l'action publique, à sécuriser.
- La réflexion à mener en amont, pour une meilleure définition de la commande publique, *afin d'éviter l'exaspération parfois ressentie à l'égard d'un outil par trop « technocratique » pour être efficace et opérationnel et miser sur le caractère vertueux de la connaissance pour mieux agir ensemble, tout au long du processus.*

Il est convenu que les échanges puissent être reconduits lors d'un prochain débat au printemps.

L'intervention d'universitaires en séance du bureau sera poursuivie.

A cet effet, D. Guéranger sera invité à présenter son étude sur les trajectoires et le métier de DG d'intercommunalité.

Retrouver la présentation complète de l'étude [en cliquant ici](#).

Questions diverses

- **ETS : 2 et 3 décembre 2015 à Lyon**

Thématique « Transitions et valeurs du service public local »

L'ADGCF sera présente au sein de deux ateliers :

- en qualité d'organisateur, avec l'AdCF et la Caisse des Dépôts sur les grands projets stratégiques des intercommunalités.
- au titre de l'Entente des Territoriaux, sur le Management des équipes en période de réforme

Les membres du bureau sont invités à participer activement à cette manifestation.

La modification des statuts de l'association (ouverture aux autres métiers territoriaux : cadres dirigeants de SCOT – PETR...) sera évoquée plus en détail lors du prochain bureau.

P. Fortoul clôt la séance en rappelant le nombre d'adhérents : proche de 900 avec l'objectif des 1000 à atteindre.

- **Calendrier des prochaines rencontres**

20 janvier 2016 :

de 15 h 00 – 18 h 00 : Bureau élargi de l'ADGCF (lieu à préciser)

à partir de 19 h 00 : Voeux ADGCF

21 janvier 2016 :

de 9 h 30 – 12 h 30 : Colloque Finances des collectivités territoriales (Caisse des Dépôts et Consignations)

à partir de 13 h 00 : Voeux AdCF - 22 rue Joubert, 75009 Paris

11 mars 2016 :

De 10 h – 13 h 00 : Bureau élargi de l'ADGCF (au *Mama Shelter*, 109 rue de Bagnolet, 75020 Paris)

Déjeuner sur place

De 14 h 30 à 18 h 00 : Séminaire Parkéon et dîner sur place (*hôtel réservé pour l'ensemble des participants*)

3 juin 2016 :

De 10 h – 13 h 00 : Bureau élargi de l'ADGCF à l'AdCF – 22 rue Joubert, 75009 Paris